

LETTRE DE LIAISON

des militants combattant pour le **Front Unique**
des syndicats de l'enseignement public

N°387
6 mai 2026
ISSN 1245-0286

Le gouvernement Macron-Lecornu augmente massivement le budget militaire : aussi, au prétexte de la « baisse démographique », le ministre Geffray prépare un plan pluriannuel de suppressions de postes dans l'enseignement public.

La première responsabilité des dirigeants des syndicats enseignants : refuser toute concertation sur ce projet destructeur.

La question du budget, un enjeu central pour la bourgeoisie.

A peine adopté le budget 2026, avec la suppression de 4 000 postes d'enseignants, le ministère se prépare déjà à poursuivre et amplifier la saignée. S'appuyant sur une note qui prévoit une perte de 1,7 million d'élèves à l'horizon 2035, le ministre a organisé, le 21 avril, un « atelier prospectif », intitulé « Baisse démographique et anticipation des évolutions de l'offre scolaire ». Il a associé les directions des organisations syndicales à la « réflexion », qui s'est déroulée sans grande publicité.

Pour le gouvernement Macron-Lecornu, la priorité absolue, c'est l'augmentation massive du budget des armées, malgré la dette et le déficit. Ainsi cette année, celui-ci a progressé de 6,7 milliards d'euros soit une hausse de 13 %. Alors que la loi de programmation militaire 2024-2030 prévoyait une importante augmentation du budget chaque année, Macron est déterminé à rajouter 36 milliards supplémentaires d'ici 2030, ce qui doit se traduire dès 2027, par une rallonge de 8 milliards. Alors que la France croule sous une dette écrasante, dépenser des sommes colossales dans l'achat d'armes de destruction implique donc de tailler drastiquement dans tous les budgets sociaux (éducation, santé, retraites, chômage etc). De plus, Lecornu annonce, pour l'année en cours, de nouvelles coupes budgétaires à hauteur de 6 milliards liées aux développements de la guerre impérialiste menée en Iran et ses conséquences économiques globales. L'actualisation de la loi de programmation militaire contient aussi un « *état d'alerte de sécurité nationale* » permettant à l'exécutif de déroger aux normes dans de nombreux domaines économiques et sociaux.

Le choix mortifère de la « relance » de l'économie par l'armement, profitant aux grands groupes capitalistes industriels, par la captation de commandes d'État, drones, porte-avions, munitions, doit donc se faire totalement au détriment de l'enseignement public, qui était encore l'an passé le 1^{er} budget de l'État. Pour la bourgeoisie française, il faut en finir avec l'acquis du droit à l'instruction publique, de l'école à l'université. C'est ainsi que l'augmentation brutale des frais d'inscriptions pour les étudiants étrangers prépare la généralisation de cette mesure à l'ensemble des étudiants.

L'enseignement public est lui-même soumis à la propagande militariste et au bourrage de crâne. On distribue aux élèves du primaire un livret « *Ma première cérémonie militaire* », tandis que le gouvernement entend mettre en place un service militaire volontaire en remplacement du SNU. Il s'agit de préparer les esprits dès le plus jeune âge, notamment dans les « classes défense ».

Associer les directions syndicales pour empêcher le combat contre les suppressions de postes.

L'enjeu de la « baisse démographique », et de son anticipation, c'est donc de trouver le moyen de préparer et de faire accepter un vaste plan de suppressions de postes, de fermetures de classes et d'écoles en particulier en milieu rural, de fusions d'établissements, avec la collaboration des différents « acteurs », venant du terrain. Au ministère, tous les scénarios sont à l'étude pour aboutir à des réductions massives de moyens : écoles du socle, mutualisation des moyens, transfert d'enseignants

des écoles vers les collèges, modification des statuts permettant ces transferts. Déjà, par le plan « 800 collèges » destiné aux établissements qui cumulent les difficultés sociales et scolaires, on demande aux équipes de définir leurs besoins localement, afin de liquider le dispositif des REP, en passant de moyens attribués automatiquement à une logique contractuelle.

Pour le gouvernement en mal d'assise parlementaire depuis la dissolution de 2024, la mère des batailles demeure l'adoption du budget. Les dirigeants des organisations syndicales qui n'ont nullement combattu le budget 2026 « soutiennent » aujourd'hui des mobilisations locales, qui servent en réalité de couverture à l'absence de combat sur le budget et n'empêchent nullement sa mise en œuvre.

C'est donc dans le cadre de la préparation du budget 2027 que Geffray a lancé sa programmation au long cours de suppressions de postes d'enseignants sous couvert de baisse démographique. Les directions des organisations syndicales doivent combattre cette offensive qui combine un plan pluriannuel de suppressions de postes, et une attaque contre les statuts des enseignants. Or quelles sont les premières réactions des dirigeants des principaux syndicats de l'enseignement public ?

« La baisse démographique, c'est l'occasion de faire mieux école en ayant plus de moyens humains au service des élèves », estime la porte-parole de la FSU-Snuipp, proposant ainsi de "garder le même nombre d'enseignants" et de "faire diminuer les effectifs dans les classes". Elle propose de "redéployer les postes sur d'autres missions" en cas de fermetures de classes, car "on manque cruellement de remplaçants et d'enseignants spécialisés". » (France Info, 8 avril).

La direction du Snuipp et celle des autres directions syndicales se placent sur le terrain de la baisse démographique en laissant croire qu'elle pourrait être utilisée à d'autres fins que la fermeture de postes par le gouvernement au service du capital.

D'ores et déjà, le gouvernement a annoncé une expérimentation dans dix-huit départements dès la rentrée 2027, qui prévoit la mise en place d'une « nouvelle méthode », en concertation avec les collectivités locales, les autorités académiques et les représentants syndicaux. Il s'agit donc à cet échelon, de commencer à redessiner l'offre territoriale, (la fermeture des classes, des écoles), depuis le « terrain ». Il s'agit donc d'engager dès maintenant le plan de suppressions sur plusieurs années, en essayant d'éviter toute confrontation généralisée, en en décentralisant la mise en œuvre.

Imposer la rupture des directions syndicales avec la politique d'association aux plans de coupes budgétaires.

Dans l'US 869 (hebdo du SNES), un article sur les questions budgétaires annonce : « *les instances de fin d'année du SNES-FSU discuteront des modalités d'action à la rentrée et pendant la période du budget 2027 pour une rupture nette avec les choix politiques et budgétaires qui sacrifient le service public d'éducation* ».

Mais dans une circulaire du 20 avril adressée à chaque ministère sur la préparation du budget 2027, il est indiqué que l'objectif du gouvernement est « *d'amplifier la maîtrise des effectifs en tenant compte des évolutions démographiques susceptibles de justifier un renouvellement mesuré* ».

Alors, le premier pas dans la rupture avec le gouvernement et sa politique, c'est que les fédérations de l'enseignement public, FSU, FO , CGT, leurs syndicats, sortent immédiatement de toute discussion sur le plan Geffray qui prépare fermetures de postes, de classes, d'écoles, et « repense » l'offre scolaire sur le territoire, y compris en s'attaquant au statut des enseignants.

Cela implique le refus de participer à l'expérimentation dans les 18 départements concernés.

Cette rupture ouvrirait la voie à la réalisation d'un front uni des organisations syndicales pour préparer l'affrontement centralisé contre le gouvernement et son budget.